Position de la Fondation Copernic
1er Mai 2020

Lors de son allocution télévisée du 13 avril, Emmanuel macron a annoncé le début du déconfinement pour le 11 mai, citant notamment la réouverture des écoles et renvoyant à des mesures détaillées qui ont fait l'objet d'un plan présenté par le premier ministre le 28 avril.

Le confinement strict imposé à la France à partir du 17 mars s'explique par son état d'impréparation, **conséquence de trois décennies d'attaques contre l'hôpital public et de délocalisations de la production, imposées par un libéralisme conquérant.**

A cela se sont ajoutées des erreurs manifestes dans la préparation de la lutte contre des pandémies dont la probabilité de survenance est pointée par l'OMS et a fait l'objet d'alertes régulières depuis le début des années 2000.

Lorsque la crise a éclaté, l'organisation administrative qui aurait dû permettre d'y faire face dans de meilleures conditions s'est révélée totalement inadaptée, révélant des carences manifestes comme les pénuries de masques et de tests. Ces carences ont été aggravées par l'incapacité initiale du gouvernement de réagir rapidement face aux progrès de la pandémie.

Il n'est certes pas simple d'établir rapidement un plan cohérent de lutte contre un virus de type nouveau, pour lequel manquent des données suffisamment nombreuses, fiables et le recul nécessaire. Toutefois, le gouvernement a ajouté à cette difficulté ses mensonges destinés à masquer ses propres insuffisances et, notamment, la pénurie de tests et de matériel de protection, y compris pour les professionnels de la santé. Il devra répondre des morts évitables que cela a entraîné.

Le pouvoir a montré qu'il improvisait tout le long des premières semaines de crise, qui a contrasté avec la gestion plus cohérente et, semble-t-il, plus efficace d'autres pays. Entre le ministre de l'Education

nationale, de la Santé, celui de l'Economie, la porte-parole du gouvernement ou le président de la République, les déclarations ont souvent divergé, parfois à quelques heures d'intervalle.

Dans ces conditions, le confinement strict était la seule issue possible, sauf à attendre une hypothétique immunité collective comme l'a fait dans un premier temps Boris Johnson, avant de reculer, rattrapé par la réalité. Ce « choix » nécessite, en effet, d'assumer un nombre de morts très élevé pour acquérir cette immunité. Si Boris Johnson a dû reculer, d'autres dirigeants tels Trump ou Bolsonaro continuent de fanfaronner sur des variantes du même thème avec des conséquences particulièrement dramatiques pour les populations.

Mais le confinement ne peut raisonnablement se prolonger au-delà de quelques semaines sans poser, à son tour, des problèmes parfois très graves : la sous-prise en charge de maladies graves, les violences domestiques exercées envers les femmes, le creusement des inégalités notamment scolaires entre les enfants ou l'arrêt de l'accès aux cantines qui garantissent pour certains un repas quotidien, ou celles touchant les salarié·es en situation de précarité, les conséquences de l'isolement social, ou les pertes de revenus ne constituent que quelques exemples des conséquences d'une poursuite trop importante du confinement.

Comment, dans ces conditions, en sortir sans qu'il n'ait servi à rien, sinon à ralentir l'épidémie avant une reprise inévitable ?

Les déclarations d'Emmanuel Macron puis du gouvernement ont été pensées pour conduire à un «aplatissement» des courbes de propagation de l'épidémie afin de désengorger les hôpitaux. La reprise progressive qu'ils dessinent à partir du 11 mai, prévoit la réouverture progressive des écoles et la reprise du travail dans des conditions qui, à en croire leurs déclarations plutôt vagues, ne semblent pas devoir empêcher une reprise de la propagation du virus.

Le prisme « économique » a prévalu, négligeant de définir des activités prioritaires indispensables dans la période actuelle, comme si toutes devaient pouvoir commencer à reprendre à compter du 11 mai, sans distinctions autres que régionales. C'est ainsi que la réouverture progressive des écoles, en contradiction avec l'avis donné par le conseil scientifique rendu public le 25 avril, doit être comprise comme la volonté du Medef et du gouvernement d'assurer le retour au travail.

Cette manière de sortir du confinement, dictée par les décideurs économiques, assume une sorte d'immunité collective édulcorée. Seuls 5 à 7 % de la population auraient été atteints à ce jour par le virus, loin des 70 % nécessaires et alors qu'aucune solution médicamenteuse n'est sérieusement attendue dans les prochains mois.

Nous devons donc nous attendre, en l'absence de dépistage systématique et de moyens de protections efficaces et généralisés, à une reprise de la propagation du virus et, par voie de conséquence à un accroissement du nombre de morts, malgré le désengorgement (relatif) des hôpitaux.

Le plan du gouvernement, présenté par Edouard Philippe, semble plus prudent que les annonces initiales d'Emmanuel Macron et tient compte de certaines des recommandations du conseil scientifique.

Cependant, pour que ce déconfinement imposé n'ait pas été inutile et pour empêcher tout décès évitable la seule sortie raisonnable doit se conformer au schéma suivant :

1- Etablir par la concertation une liste des activités immédiatement indispensables

2- Mettre en œuvre un dépistage efficace et systématique des personnes amenées à être déconfinées en vertu de cette liste

3- Des moyens de protections efficaces, généralisés et gratuits des personnes déconfinées.

Nul ne doit pouvoir être contraint de reprendre le travail si ce schéma n'était pas respecté. Lui seul permet de minimiser les risques, de ne pas prolonger indéfiniment le confinement et de tenir compte de la pénurie de tests et de moyens de protection.

Quant aux retraité·es il leur reviendra, lorsque les conditions de dépistages et de protection de toutes et de tous seront assurées de faire le choix de sortir ou non du confinement.

Si, parallèlement, nous exigeons que **les laboratoires et l'industrie soient réquisitionnés** pour produire ces moyens de dépistage et de protection, le déconfinement pourrait s'étendre à d'autres activités, par un ordre de priorité qui serait lui aussi établi par la concertation.

Enfin, si le suivi précis de la population est probablement la meilleure manière de contrôler la pandémie, il devra reposer sur l'emploi massif de moyens humains et non sur des solutions numériques à la fois inefficaces et extrêmement dangereuses pour les libertés.

Il convient, également, de se pencher immédiatement sur l'avenir. Mais il est, d'ores et déjà, indispensable aussi d'établir les responsabilités des politiques suivies et des personnes en charge de la santé publique.

Ce déconfinement doit se faire en revivifiant la démocratie qui a été bafouée plus encore qu'à l'habitude dans les dernières semaines. C'est vrai des conditions de suivi du déconfinement, comme nous l'avons dit plus haut. C'est aussi vrai de la place du parlement, méprisé par le pouvoir macroniste, et de la transparence de l'information.

Il faudra, collectivement, en s'inspirant **des initiatives de solidarité** qui se sont exprimées sur l'ensemble du territoire, tirer toutes les leçons de cette pandémie **pour que le monde d'après ne soit plus le monde d'avant**. La crise du coronavirus a pu sensibiliser le plus grand nombre aux crises écologiques, politiques et sociales qui traversent nos sociétés. La reprise économique qui s'annonce ne doit pas tout annuler et nous faire recommencer, comme avant mais en pire.

Le moment est donc propice pour **exiger le rétablissement des services publics**, **celui de la santé plus particulièrement, le développement de nouveaux services publics (petite enfance, dépendance) et le renforcement de la sécurité sociale, comme piliers essentiels de notre sécurité collective**. Il faut aussi exiger **la revalorisation de tous les métiers – dont une majorité à dominante féminine** - qui assurent au quotidien la continuité des vies (santé, soins, éducation, nettoyage, etc.) indispensables au bien être de la société et pourtant mal payés et insuffisamment reconnus.

Nous devons continuer d'agir pour que, sur le plan politique, **une alternative anti-libérale** crédible se construise : c'est **la seule manière de contraindre le pouvoir à faire les concessions qu'il ne veut pas faire aujourd'hui.**

_____
Fondation-copernic mailing list
Fondation-copernic@fondation-copernic.org
http://mailmanoc.fondation-copernic.org:8081/cgi-bin/mailman/listinfo/fondation-copernic